

# La transition démographique

Peut-on éviter une catastrophe liée au dérèglement climatique ? Peut-on freiner et rétablir la stabilité du climat sur une base acceptable pour la survie de l'humanité ?

J'aborde ces sujets en partant des études publiées par le club de Rome ( publication de « [Les Limites à la croissance](#) » en 1972 ) et le GIEC (**Groupe d'experts** intergouvernemental sur **l'évolution** du climat ). Ces deux groupes pointent les activités humaines comme la cause essentielle du dérèglement climatique. Ces activités, en plus d'impacts négatifs sur la santé du vivant (pollutions), provoquent un réchauffement de l'atmosphère par effet de serre et par conséquence une perturbation des cycles naturels de notre climat. Certes des phénomènes naturels créent aussi des perturbations atmosphériques (Volcans, séismes, perturbations venus de l'espace ...), mais ceux ci sont ponctuels contrairement aux activités humaines qui sont permanentes et de plus en forte croissance.

Les études sur l'évolution du climat et le dérèglement qui en découle pointent sur un réchauffement lié à l'effet de serre. L'effet de serre est naturellement présent depuis la création de notre planète. L'atmosphère initiale était principalement constituée de CO<sub>2</sub> (plus de 25%) ; avec l'évolution, les plantes s'établissant sur la terre ferme et les animaux apparaissant, ce taux de CO<sub>2</sub> va baisser, du principalement à la photosynthèse (fixation du CO<sub>2</sub> et libération d'oxygène). Malgré le volcanisme (libération de gaz à effet de serre), un équilibre dans la composition de l'atmosphère s'est établi, avec des variations lentes provoquant des périodes froides et chaudes, en alternance sur de longues durées. Depuis la révolution industrielle, la démographie a progressé de façon exponentielle, entraînant des activités à forte émission de gaz à effet de serre (par des activités industrielles, de la combustion d'énergie fossile, par l'élevage et la mise en place d'infrastructures sans oublier le développement des transports). Ceci engendre une évolution bien plus rapide de l'élévation de température de la lithosphère et de l'atmosphère, qui provoque à son tour des perturbations climatiques. L'adaptation du vivant à une variation du climat si rapide n'est pas garantie pour toutes les espèces La transition pour la survie sera très inégale sur le plan géographique et liée à la disponibilité locale de ressources primaires.

## 1) Les impacts sur nos sociétés :

Depuis la premier rapport du GIEC, de nombreuses alertes (émises par des gouvernements, des mouvements plus ou moins politiques et des médias), dépeignent les changements climatiques comme « un danger pour l'humanité ». S'en est suivi plusieurs réunions récurrentes sur « la climat ». La première à RIO en 1992, puis une COP par année à partir de 1995.

Je ne détaille pas chacune de ces « COPs » et me contente de faire remarquer que toutes les nations ne sont par partie prenante des engagements communs (les USA et la chine n'ont pas ratifié tous les traités). Les engagements portent essentiellement sur des « objectifs de réduction des gaz à effet de serre » (GES). Ensuite c'est à chaque état de décliner les actions pour contribuer à atteindre les objectifs.

Lors de la COP21 à Paris en 2015, la signature de « l'accord de Paris » entérine que « la communauté » internationale fera son possible pour contenir l'élévation moyenne de

température sous 2° (voire 1,5°) à horizon 2100 !

Comme il n'y a pas d'action contraignantes communes, chaque nation définit son plan d'actions sur une base temporelle : c'est la naissance de plusieurs « transitions » pour définir des objectifs ciblés de réduction des principales causes des émissions de gaz à effet de serres par état.

Ces mesures pour « sauver » le climat, nécessaires sont elles suffisantes pour sauver l'humanité ?

## 2) les autres menaces :

Le vivant a traversé déjà plusieurs tragédie, s'en est remis sous des formes nouvelles et de nouvelles espèces. Les humains seront-ils les « victimes » du prochain cataclysme ? En seront-t-ils la cause ? Sans disparaître définitivement, son mode de vie sera-t-il remis fondamentalement en cause ?

La prévision est complexe ; néanmoins des facteurs de son environnement inquiètent.

a) l'insuffisance des ressources non renouvelables disponibles affecte notre civilisation : Le club de Rome avait souligné des carences dans la disponibilité de ressources exploitables au rythme d'usage actuel. Ces carences affecteront à la fois les besoins de base pour la survie du vivant et les besoins de confort pour établir et maintenir les infrastructures de transport, de loisir et d'industrialisation. Des conflits d'usage des ressources disponibles déstabiliseront les équilibres sociaux.

b) de nombreuses activités humaines génèrent des effets secondaires nuisibles à la santé humaine : pollution, émission de GES, bruit, stress ... les conséquences seront de même type que la disparition de ressources naturelles exploitables.

c) les disparités sociales s'aggravent. De nature géopolitique et/ou religieuse, elles rétabliront de nouvelles formes d'esclavage (domestication) , des conflits armés et des migrations incontrôlables.

La survie de l'humanité sous une forme « paisible » ne repose donc pas seulement sur un contrôle du réchauffement de la planète mais aussi sur un contrôle des règles de vie des populations.

Pour Jean-Marc JANCOVICI et Bertrand PICCARD c'est un scénario de « décroissance » qui assurera la survie de l'humanité. Reste à préciser le ou les types de décroissance. La vidéo (lefigaro.fr) relate une discussion entre les 2 hommes sur le sujet :

[La décroissance, cauchemar ou utopie ? Avec Jean-Marc Jancovici et Bertrand Piccard \(lefigaro.fr\)](#)

Pour les 2 personnes, les prises de décision sur des solutions ne semblent pas facile à définir et la mise en œuvre sera très complexe. Est-ce insoluble ? Des « trajectoires » de changements sont la base des différentes « transitions ». Pas toujours compatibles entre elles, elles ne résolvent que partiellement chaque facette du problème global.

## 3) les solutions : Comment « réagir » ?

De ces menaces sur notre civilisation, des questions nous interpellent :

1- Notre civilisation « industrielle » boulimique est-elle voué à disparaître ?

2- pour sauver « le vivant » faut-il sacrifier nos libertés ?

3- La démocratie, comme mode de gestion de nos règles de vie, est-elle un frein à la lutte contre le changement climatique et ses conséquences ?

**1) Déclin de la civilisation :** la surconsommation des ressources non-renouvelable pose le problème de la pérennité du système industriel chargé de fournir les outils à nos conditions de vie « acceptable ». Par des jeux de substitution, un élément qui s'épuise peut, grâce aux progrès technologiques, être remplacé par un autre composé.

De même la sur-utilisation/consommation des ressources renouvelables, hors sources énergétique, obligera à revoir la répartition de celles-ci ; restriction et rationnement. La disponibilité déclinera avec l'augmentation de la demande. La disponibilité (des terres cultivables par exemple) ne sera plus suffisante pour faire face aux conflits d'usage et un besoin en croissance avec la démographie.

**2) La décroissance limite nos libertés :** la décroissance comme solution pour sauver le vivant semble inéluctable, que ce soit par contrainte politique ou économique. Nous devons renoncer à des commodités trop consommatrices de ressources (matière et énergie).

Nos modes de vie ( déplacement, alimentation et santé ) seront affectés de façon non équitable au niveau de chaque individus. Même avec des « remplacements » de type de ressource les adaptations satisferont une majorité et écarteront des minorités. Ceci de façon non homogène sur le plan géographique.

Toute restriction sur la « consommation » ou sur l'accès à des commodités est une atteinte à nos libertés.

**3) La démocratie est elle un frein à la lutte contre le dérèglement climatique :**

Les « COPs » rassemblent des représentants nations pour s'accorder sur des objectifs et sur un plan d'action pour les atteindre. Les régimes des nations représentées sont divers et parfois antagonistes : démocraties participatives, démocratie directe, régimes autoritaires ... L'accord sur un objectif commun n'est acquis qu'avec des dérogations, des « aides » et aménagements, souvent obtenus sous couvert de règles démocratiques.

Après plus de 20 COPs, les accords ne sont que partiellement appliqués dans les actions, sans oublier des états qui « dénoncent » des accords précédents. Ce modèle qui se base sur les principes démocratiques ne fait que ralentir les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

Les « aides » fournies par certains états ne sont pas conditionnées par un plan précis sur des actions à mener par les pays bénéficiant de ces aides. Avant les COPs, des accords unilatéraux ne résolvaient pas mieux les problèmes, mais débouchaient sur des actions (contraignantes) mises en place immédiatement.

En résumé : En partant de problèmes environnementaux, les instances humaines cherchent « LA solution unique » pour les régler, en se basant sur des « rapports scientifiques ».

Les 3 principaux problèmes sont :

- Dérèglement climatique lié au réchauffement de l'atmosphère
- Pénurie de ressources pour satisfaire les besoins
- Pollutions liées aux activités humaines

Une cause majeure de ces problèmes est l'ensemble des activités humaines qui brisent les équilibres sanitaires du climat et la surconsommation de ressources qui freinent les actions

correctives.

Comment peut-on contenir les activités humaines pour aboutir à un équilibre viable ? Sobriété, efficacité et décroissance démographique sont prêchées. Mon point de vue est que la solution unique ne règle pas le problème ; un mix des 3 types d'actions (sobriété, efficacité et décroissance démographique) devrait stabiliser la situation climatique et permettre la survie de l'humanité. Dans tous les cas il y aura une décroissance de la disponibilité des commodités en place actuellement jusqu'à revenir à une population en adéquation avec la durabilité des ressources.

La sobriété est imposée par le coût de l'accès aux ressources. Plus elles sont rares et difficiles à exploiter, plus l'inflation de leur prix impacte le pouvoir d'achat. Ceux qui ne pourront que difficilement acquiescer de quoi satisfaire leurs besoins primaires (se nourrir, se vêtir et s'abriter) devront se passer du non indispensable (déplacement, loisirs ...). L'équité basée sur le pouvoir d'achat n'est pas assurée, surtout dans un monde « démocratique ». La transition se fera dans la douleur pour une majorité des populations, créant des révoltes et la remise en cause de la démocratie.

L'efficacité consiste à exploiter les ressources pour un meilleur rendement et moins de pollution. Les progrès technologiques sont déterminants pour sélectionner les processus et procédés les moins énergivores et apportant un bénéfice pour notre santé. L'usage de l'énergie électrique en remplacement de l'énergie d'origine fossile est un bon exemple. Encore faut-il que les progrès ne poussent pas à plus de consommation de ressources primaires pour la mise en œuvre. C'est le cas du développement et fabrication de batteries pour stocker l'énergie électrique.

La décroissance démographique n'est pas applicable d'autorité. Les contraintes qui résultent d'actions imposées ne sont pas socialement acceptables, même sous un régime démocratique. Il faut aussi ne pas considérer une guerre ou catastrophe climatique comme une solution pour la décroissance des populations. Donc pas de solution brutale acceptable, mais un changement de comportement pour auto-limiter sa procréation. N'avoir des enfants que si l'on peut leur assurer un avenir viable. L'action est essentiellement de la communication de vérité sur la situation économique de notre société proche. Cela veut dire une transparence sur l'évolution du pouvoir d'achat, sur la natalité et l'immigration locale. La décroissance souhaitée sera une prise de conscience qu'une transition démographique assurera le maintien d'un train de vie supportable, voire agréable. Il faudra plusieurs générations pour ressentir les effets.

Comment valider la communication sur le comportement à adapter ?

Comment concilier les jeunes générations, inquiètes pour les générations futures, donc favorables à une décroissance et les « anciens », plus soucieux du court terme et leur bien-être de fin de vie assuré par la croissance ?

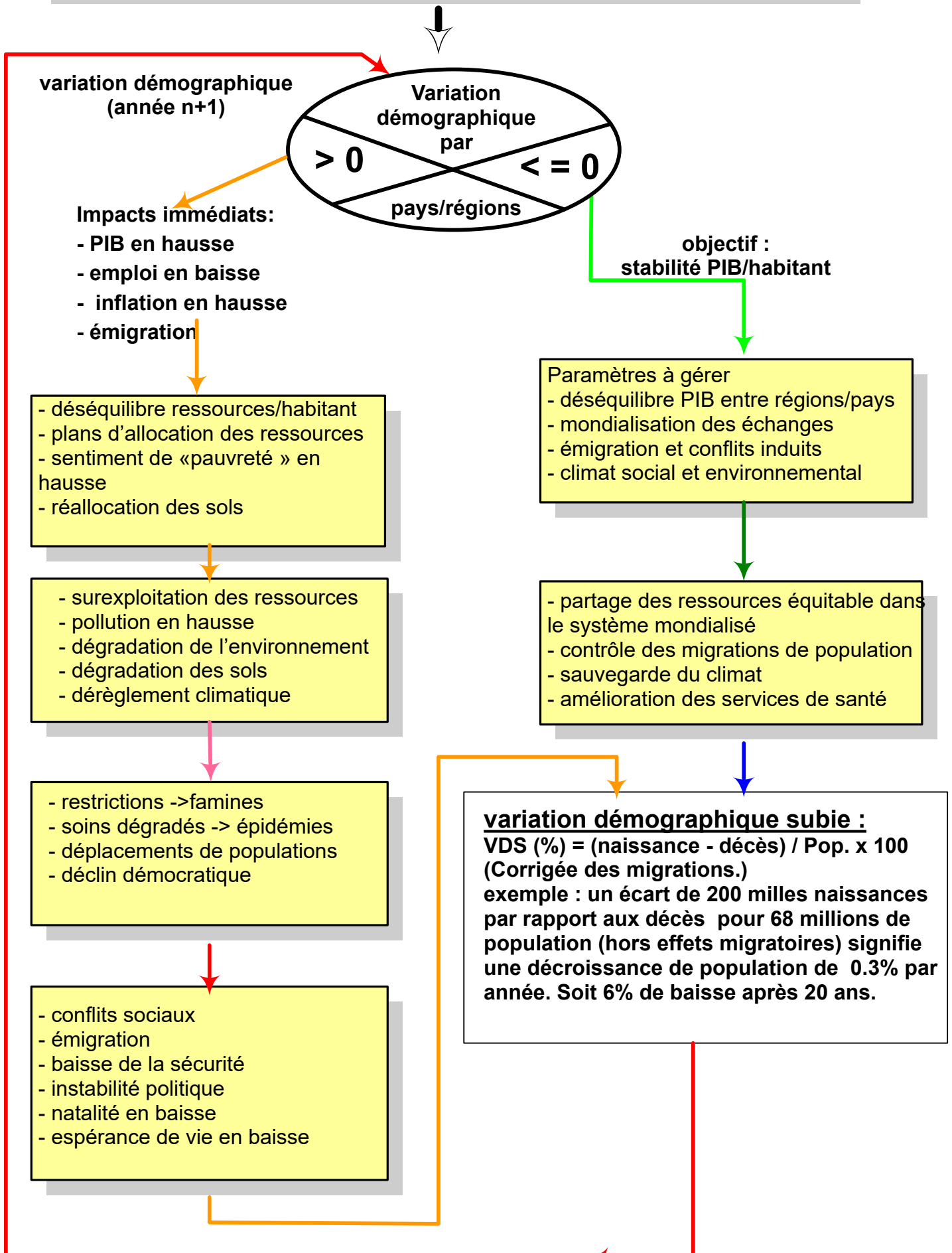
Le politique et législatif géreront ce « conflit » de génération, sans oublier les aspects budgétaires.

Faut-il investir pour ralentir le changement climatique ou investir pour adapter le vivant afin de supporter la dérive climatique. Là aussi c'est sûrement un mix des 2 actions, sans s'enfermer dans un endettement insupportable socialement à moyen et long terme.

L'Intelligence Artificielle est sensée fournir une aide pour « domestiquer » les individus ... les convaincre d'être dociles pour survivre. L'IA permettra aussi de contrôler les équilibres sociaux-économiques par une maîtrise de la démographie ; le déficit de naissance étant économiquement bien remplacé par de l'émigration bien choisie.

Le schéma ci-dessous indique un plan de suivi de l'évolution démographique, à utiliser aux niveaux des décideurs locaux (un plan mondial est de la pure utopie).

**Situation actuelle : forte croissance démographique mondiale**



Rédacteur : Francis MISSE  
[francis.misse@cegetel.net](mailto:francis.misse@cegetel.net)  
janvier 2025